



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-573 du 26 décembre 2025, portant abrogation de l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 du 28 juillet 2025, mettant en demeure la société PHOSALU de respecter les alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, applicables au site qu'elle exploitait 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment ses articles L.511-1 et R.512-75-1,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination de monsieur Pascal GAUCI en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2004 autorisant la société PHOSALU à modifier les installations de traitement de surface et de métallisation situées au 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n°2014-36 du 24 février 2014 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation à la société PHOSALU concernant son atelier de traitement de surface situé au 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers,

Vu l'arrêté SGAD n°2025-26 du 22 juillet 2025, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 du 28 juillet 2025 mettant en demeure la société PHOSALU de respecter les alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, applicables au site qu'elle exploitait 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers,

Vu le courrier du 31 juillet 2024 par lequel la société PHOSALU informe le préfet de la cessation d'activité, à compter du jour de signature de son courrier, de ses Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) situées 202 rue des Caboeufs à Gennevilliers,

Vu le rapport du service risques et installations classées de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France en date du 13 novembre 2025, établi à la suite de la visite d'inspection du 23 octobre 2025,

Vu le même rapport du 13 novembre 2025 proposant au préfet de lever la mise en demeure dont l'exploitant a fait l'objet pour les dispositions de mise en sécurité et d'intrusion sur le site,

Considérant que la cessation d'activité des ICPE exploitées par la société PHOSALU sur le site précité a eu lieu le 31 juillet 2024,

Considérant que la société PHOSALU a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 du 28 juillet 2025, précité, de respecter les dispositions des alinéas IV.2 et IV.3 de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement,

Considérant que le service risques et installations classées a constaté lors de la visite du 23 octobre 2025, que l'exploitant a respecté les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 de mise en demeure du 28 juillet 2025 par la mise en œuvre des actions nécessaires,

Considérant que, compte tenu de ces éléments, la mise en demeure prononcée par l'article 1 de l'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 du 28 juillet 2025, peut être levée,

Considérant en conséquence qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral n°2025-269 susvisé,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-269 du 28 juillet 2025 est abrogé.

ARTICLE 2: Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 3: Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société PHOSALU.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 4: Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Le préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
des Hauts-de-Seine


Pascal GAUCI